



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la légalité  
Bureau des procédures environnementales  
et de l'utilité publique**

**Arrêté préfectoral n° 2026 - 8 du 26 janvier 2026  
mettant en demeure la société CASSE AUTOS 87  
de procéder aux démarches proactives de contractualisation de son site  
sur la commune de Limoges**

**Le préfet de la Haute-Vienne**

**Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

**Vu** le code de l'environnement et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 171-11, L. 511-1, L. 512-7, L. 514-5, R. 543-155-1 ;

**Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage - VHU) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le courrier du 26 mai 2025 envoyé par la DREAL Nouvelle-Aquitaine à la société CASSE AUTOS 87 l'informant des nouvelles règles de gestion relatives aux centres VHU (contractualisation avec un organisme agréé) et lui demandant de faire part de ses démarches pour répondre à ces nouvelles obligations dans un délai de 15 jours ;

**Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 23 octobre 2025 ;

**Vu** le courrier du 23 octobre 2025 transmettant à l'exploitant le rapport susvisé et l'informant des suites envisagées à son encontre conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** l'absence d'observations communiquées par l'exploitant ;

**Considérant** qu'en application de l'article R. 543-155-1 du code de l'environnement, les opérations de gestion de véhicules hors d'usage ne peuvent être réalisées que par des centres VHU disposant d'un contrat conclu avec un éco-organisme en application de l'article L. 541-10-26 ou avec le système individuel du producteur de ces véhicules ;

**Considérant** que l'exploitation de dépôt de véhicules hors d'usage par la société CASSE AUTOS 87 s'effectue sans la contractualisation requise au titre de l'article R. 543-155-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où l'absence de contractualisation ne permet pas de garantir que les opérations de démontage et dépollution des VHU sont réalisées selon le cahier des charges applicable qui vise notamment la protection de l'environnement et le bon recyclage des pièces ;

**Considérant** par ailleurs que la société CASSE AUTOS 87 n'a pas établi le plan de défense incendie ni organisé un exercice de défense contre l'incendie tels que prévus par l'article 21 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié susvisé ;

**Considérant** que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où la mauvaise gestion d'un incendie est susceptible d'occasionner des pollutions et l'atteinte à la commodité du voisinage ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CASSE AUTOS 87 de respecter les dispositions de l'article R. 543-155-1 du code de l'environnement et de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Vienne,

## **A R R Ê T E**

### **Article premier - « Contractualisation VHU »**

La société CASSE AUTOS 87 exploitant une installation d'entreposage et de démontage de véhicules hors d'usage située 67 rue du Petit Bellegarde sur la commune de Limoges, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative :

- soit en justifiant d'une demande de contrat avec un éco-organisme ou au moins un système individuel agréé mis en place par les producteurs de véhicules en application de l'article R. 543-155-1 du code de l'environnement,
- soit en cessant l'exploitation de ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-7-6 du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans **un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;

- dans un délai de trois mois, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une copie du contrat signé avec l'éco-organisme ou au moins un système individuel relevant de la filière à responsabilité élargie du producteur des véhicules hors d'usage (REP VHU), **ou**
- dans un délai de trois mois l'exploitant communique les informations prévues à l'article R. 512-46-25 du code de l'environnement, s'il opte pour une cessation d'activité.

#### **Article 2 - Plan de défense incendie et exercice incendie**

La société CASSE AUTOS 87 exploitant une installation d'entreposage et de démontage de véhicules hors d'usage située 67 rue du Petit Bellegarde sur la commune de Limoges, est mise en demeure d'établir un plan de défense incendie et d'effectuer un exercice de défense contre l'incendie dans un délai de trois mois. Le plan de défense incendie sera à transmettre au service d'incendie et de secours de la Haute-Vienne. Le compte-rendu de l'exercice de défense contre l'incendie sera à transmettre au service d'incendie et de secours de la Haute-Vienne et à l'inspection des installations classées (DREAL).

#### **Article 3 - Sanctions**

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 du présent arrêté ne serait pas respectée dans le délai prévu et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, des sanctions prévues par les dispositions de l'alinéa II de l'article L. 171-8 du même code, ainsi que la fermeture ou la suppression des installations.

#### **Article 4 - Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Limoges, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication sur le site internet des services de l'État dans le département.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 5 - Information des tiers**

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Vienne pendant une durée minimale de deux mois.

#### **Article 6 - Notification**

Le présent arrêté est notifié à la société CASSE AUTOS 87.

#### **Article 7 : Exécution**


Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Vienne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera transmise à la mairie de Limoges, au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, au directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Vienne et au directeur interdépartemental de la police nationale.

Limoges, le 26 JAN. 2026

Le préfet,

Pour le Préfet,

Le Sous-Préfet, Secrétaire Général

  
Laurent MONBRUN

Arrêté préfectoral n° 2026- 8 du 26 JAN. 2026  
mettant en demeure la Société CASSE AUTOS 87  
de procéder aux démarches proactives de contractualisation de son site  
sur la commune de Limoges (87100)